



# 18e AZK Florian Pfaff : Paix et sécurité – pourquoi nous avons besoin d'une meilleure politique



**L'ancien major Florian Pfaff avait héroïquement refusé, alors qu'il était un chef militaire allemand, d'entrer en guerre contre l'Irak. Dans l'exposé suivant, il soumet les reportages à un examen public en prenant l'exemple de la guerre en Ukraine. Il en arrive à la conclusion suivante : Il n'y a pas seulement censure, mais aussi déformation de la vérité en son contraire – avec des conséquences fatales pour la sécurité et la paix.**

Ivo Sasek : « Si tu as déjà eu le souhait d'entendre un jour un chef militaire parler de paix, c'est précisément aujourd'hui que ton souhait se réalise. Nous avons aujourd'hui parmi nous un homme, le prochain conférencier, qui, alors qu'il était major dans l'armée allemande, a héroïquement refusé d'entrer dans la guerre en Irak avec ses troupes. Et cela a fait grand bruit. Et cet homme va nous parler aujourd'hui du thème de la paix et de la sécurité et de la raison pour laquelle nous avons besoin d'une meilleure politique. Nous accueillons maintenant avec une ovation ce héros, Florian Pfaff. »

Florian Pfaff : « Merci beaucoup, Ivo Sasek. Mais je ne suis pas un héros, je n'ai fait que mon devoir ».

Ivo Sasek : « Merci, nous entendrons ensuite son parcours. »

Brève biographie :

Florian Pfaff a été soldat de la Bundeswehr de 1976 à 2013. Il s'est fait connaître du grand public en 2003 lorsqu'il a refusé d'obéir - avec le grade de major - à un ordre illégal de ses supérieurs (ignorer les lois et sa conscience et participer indirectement à la guerre en Irak en tant qu'informaticien). Pour cela, il a été interné en psychiatrie par l'armée allemande et menacé de prison, mais il a été acquitté par la justice et récompensé à plusieurs reprises, notamment par la médaille Carl von Ossietzky de la Ligue internationale des droits de l'homme et du World Citizen Award. Depuis la guerre d'Irak, il est activement engagé dans le mouvement pour la paix, et depuis 2021, il est également actif en politique partisane (pour le parti encore petit, la base dans le domaine de la paix et de la sécurité). Il est également le porte-parole du groupe de travail "Darmstädter Signal", une association de militaires et d'anciens militaires actifs et critiques de la Bundeswehr.

Exposé de Florian Pfaff :

Paix et sécurité - Pourquoi nous avons besoin d'une meilleure politique

Florian Pfaff : Merci beaucoup pour cette aimable invitation, Ivo Sasek. Merci aussi à tous les

organisateur et organisatrice. J'ai déjà remarqué que le travail de traduction est de toute évidence énorme, dans tant de pays ! Et je remercie bien sûr aussi tous les spectateurs qui s'y intéressent, car à quoi cela sert-il que je parle de quelque chose ici, de quelque chose de vrai, de quelque chose de mauvais et que personne ne dise « nous voulons changer cela », c'est pourquoi je remercie tous les participants.

Ensuite, un bref préambule à mon sujet. Qui suis-je ?

Suis-je un antisémite, un théoricien de la conspiration, je suis peut-être enclin à la violence ? Eh bien, je ne suis évidemment pas antisémite, je dis que l'Holocauste a existé, je condamne l'Holocauste. Mais je ne condamne pas seulement l'Holocauste, je condamne le racisme dans le monde entier, donc aussi la haine des Russes ou des Ukrainiens ou de quoi que ce soit d'autre, la haine n'est jamais juste, la haine est toujours fautive ! Quelle est ma position sur les théories de la conspiration ? Eh bien, c'était mon travail de protéger les conspirationnistes. Cela s'appelle la démocratie, qu'on puisse dire ce qu'on veut, et on n'est pas obligé d'être du même avis sur les chemtrails, par exemple. Mais qu'on puisse aussi avoir une opinion qu'un autre n'a pas, c'était autrefois la mission d'un soldat. Et qu'on puisse aussi critiquer un gouvernement, c'est ce qu'on appelait autrefois l'opposition. Moi-même, bien sûr, j'ai prêté serment, donc je suis aussi un conspirateur, si on veut, mais je pense qu'il y a beaucoup plus de conspirateurs et beaucoup plus secrets, toutes les sociétés secrètes par exemple, ou les services secrets. Et personne dans cette salle ou ailleurs dans le monde ne doit croire que ces personnes ne reçoivent pas d'argent, bien au contraire. Suis-je moi-même enclin à la violence ? Oui, en partie, dans la mesure où la loi le permet ; la violence policière par exemple ou la défense d'un Etat de droit contre une attaque d'un Etat de non-droit.

Ça n'a évidemment aucun sens de défendre une dictature contre un État de droit. Si c'est humainement, raisonnablement, moralement et légalement admissible, alors je dis que la violence est acceptable. Je n'y vois pas d'inconvénient non plus, à condition qu'elle ne se serve pas de mensonges, mais qu'elle s'en tienne à la vérité. Ce sont mes exigences par rapport à la violence. Et bien sûr, pour moi, la diplomatie comme alternative - si je suis contre quelque chose, je dois aussi dire pour quoi je suis - a toujours la priorité sur la guerre et la violence armée.

C'est aussi ce que veut la Charte de l'ONU, et c'est aussi ce que veut la Loi fondamentale.

Cela m'amène déjà à mon exposé. En effet, je vais parler principalement de censure. La loi fondamentale allemande dit aussi : « La censure n'existe pas ». Malheureusement, si, la censure existe tous les jours en Allemagne. Je vais en parler dans un instant. Pire encore : il n'y a pas que de la censure, il y a même de l'incitation du peuple à la haine, il y a déformation de la vérité en son contraire. C'est encore pire que la censure. La banalisation de la guerre n'est qu'un exemple parmi d'autres. Prenons peut-être un autre exemple : les virus respiratoire RS. J'entends en ce moment à la radio qu'il y a un service entier qui ne traite plus que les enfants atteints du virus RS. Oui, qui a prédit cela ? C'est nous, les gens critiques, qui avons dit : Si vous imposez les masques aux enfants, vous les protégez peut-être du Covid, mais le système immunitaire se dégrade et ils attrapent alors d'autres virus, par exemple le VRS [virus respiratoire syncytial = agent pathogène des infections aiguës des voies respiratoires].

Et c'est ce qui s'est passé. Celui qui a dit cela à l'époque était un « affabulateur ». Celui qui a dit que nous ne devions pas fermer les crèches, que les effets négatifs étaient pires, que les enfants ne tombaient même pas malades, et encore moins qu'ils mouraient - celui-là était un « affabulateur ». Et aujourd'hui, même un Karl Lauterbach le dit. Mais maintenant, tout à coup, ce n'est plus une « affabulation ». Maintenant, quand c'est dit officiellement, c'est tout à

coup ok et personne ne s'excuse auprès de nous. Il en sera toujours ainsi.

Voilà, j'en étais donc à la censure qui existe. Où existe-t-elle, la censure ? Eh bien, par exemple, la censure existe dans toutes les entreprises, même dans l'armée allemande, qui est une entreprise, entre guillemets. Parce que la loi est si mal interprétée que ce qui en ressort n'est plus « qu'il n'y a pas de censure », mais « qu'un employé ne peut pas nuire à son employeur pour des raisons économiques ». Donc si je travaille dans une entreprise de tabac et que je découvre qu'on y a mélangé quelque chose qui rend les gens malades et dépendants, la loi allemande m'interdit de le dire, car je porterais ainsi préjudice à mon employeur. C'est de la censure. C'est tout à fait légal. Il n'y a justement pas de loi sur les lanceurs d'alerte. Nous aurions besoin d'une loi qui dit : "Celui qui dit la vérité ne peut jamais être poursuivi". Et à l'inverse, nous aurions besoin d'une loi comme pour la fausse monnaie. Celui qui invente et propage délibérément des mensonges est également passible d'une peine. Les deux ne sont pas dans la Loi fondamentale, et ça signifie que la Loi fondamentale, tel un canard boiteux, ne peut pas juger cela. Si les gens n'appliquent pas la Loi fondamentale, elle ne figure pas dans le code pénal et donc personne ne sera poursuivi. Enfreindre la Loi fondamentale ne coûte pas un franc ni un euro.

Mais il y a aussi tous les journalistes, dont beaucoup doivent signer qu'ils ne rapporteront pas la vérité. Ils signent qu'ils ne rapporteront en aucun cas la vérité complète, et ce, lorsqu'il s'agit de s'opposer au petit frère et au grand frère. C'est-à-dire l'Atlantique, l'Alliance de l'Atlantique Nord ou Israël. Dans ce cas, on ne peut rien dire de négatif. Les choses positives, oui, mais les choses négatives, non. C'est évidemment de la censure, qui est programmée si je force ces personnes à signer de tels contrats. Ou alors, ils perdent leur emploi ou ne sont pas embauchés du tout. Dans l'armée allemande, c'est la même chose. Mais tous ceux qui écoutent ici ont un grand avantage : il y a une exception à cette règle. Cette exception est la suivante : l'intéressé lui-même, à qui on fait subir des infamies, peut le publier. Aucun de mes camarades n'aurait le droit de publier ce que je vais dire dans mon exposé, à moins que je ne l'aie moi-même publié auparavant et qu'il ne fasse que me citer, pour ainsi dire. C'est pourquoi l'AZK peut publier tout cela, car je l'ai déjà publié. D'ailleurs, j'en ai publié une partie dans mon livre, j'en reparlerai plus tard. Ne vous inquiétez pas, on ne peut plus l'acheter, tout au plus chez les antiquaires, mais je ne gagne plus rien avec.

Je vais donc me lancer dans mon exposé. Et nous commencerons par laisser d'autres personnes dire à quel point le débat public est important :

« Dans l'histoire de l'humanité, le mensonge, la falsification des faits, a toujours été une tentation d'évincer les autres pour se procurer un avantage dans la sphère privée comme dans la sphère politique. Et le fait que les affirmations et les arguments doivent être soumis à un examen public, est un grand acquis de la démocratie libérale. Que dans le débat public, les arguments se heurtent aux contre-arguments, les affirmations aux faits afin que le mensonge soit démasqué. »

« Les experts présents sur la scène s'attaquent aujourd'hui à un sujet qui touche aux fondements de notre constitution démocratique libérale. Le débat public, le débat parlementaire, la lutte pour le meilleur argument - tout cela ne peut réussir que si nous pouvons nous entendre sur une réalité commune. »

« Pour paraphraser Platon, qui dit dans *Politeia* que si on ne peut plus nommer ce qui est

public et qui concerne tout le monde en commun, alors on est à l'âge de l'idiotie. »

« Un coup d'œil au-delà des frontières de notre pays le révèle : La formation d'une opinion publique basée sur des faits ne va vraiment pas de soi. Les dictatures et les systèmes autocratiques de ce monde ont pour caractéristique de mettre au pas et de réprimer les médias libres et de réglementer l'accès à Internet. Il n'est pas rare que la propagande d'État parvienne ainsi à dépeindre des mirages et des images déformées de la réalité qui contribuent à stabiliser son propre système de domination, à priver l'opposition politique de tout pouvoir d'action et à étouffer dans l'œuf toute prise de conscience critique de la population. Mais même dans une société démocratique et libérale comme la nôtre, le débat public n'est pas exempt de menaces. »

Voilà pour l'importance. Je voudrais expliquer brièvement qui était cet homme, car dans le reste du monde, peu de gens le connaissent. C'était tout de même le président de la Cour constitutionnelle fédérale. Et nous retenons que le plus important, à mes yeux, le plus important, de ce qu'il a dit, ce n'est pas que nous ne sommes pas exempts de menaces, même dans une démocratie, mais que cette censure, c'est-à-dire la suppression, notamment aussi du libre accès à Internet, est justement un élément essentiel des dictatures et des systèmes autocratiques. Ce n'est donc pas moi qui l'ai dit, c'est lui. Maintenant, je vais donner quelques exemples, trois courts exemples à écouter : « Moscou utilise désormais sa richesse énergétique comme une arme contre les États qui se sont rangés aux côtés de l'Ukraine et fournit de moins en moins de gaz. » Oui, ces méchants Russes fournissent de moins en moins de gaz. Deuxième exemple : « La guerre contre l'Ukraine se transforme de plus en plus en guerre du gaz pour le reste de l'Europe. Le président russe Poutine coupe de plus en plus le robinet de gaz aux pays européens. Après que Gazprom a déjà cessé de livrer cinq pays de l'UE en mai, le groupe public russe réduit désormais ses exportations vers d'autres pays. » Eh bien, ils ne livrent tout simplement plus. Et le dernier exemple audio : « Lubmin sur la mer Baltique. Le vent souffle, le sable est d'un blanc poudré. Dans le port industriel de cette paisible station balnéaire débarquent les tubes de Nordstream 2 et 1. L'un des pipelines a été déclaré obsolète par l'Allemagne après l'invasion russe de l'Ukraine. Quant à l'autre, Poutine en réduit entre-temps régulièrement le volume de livraison. » Nous pouvons entendre ce genre de choses tous les jours, 24 heures sur 24. Essayons d'analyser cela. Poutine ne livre plus de gaz, c'est vrai. La Süddeutsche Zeitung ne m'approvisionne plus non plus. Je ne reçois plus de journaux de leur part, car j'ai résilié mon abonnement. Et quand quelqu'un ne paie plus, il ne reçoit évidemment plus rien. Dans ce cas, le fait que nous ayons même essayé de rendre l'extraction et le transport du gaz plus difficiles constitue un facteur aggravant. Cela veut dire que là aussi, on a essayé de faire un boycott. Et qu'en est-il du fait que l'Allemagne ne voulait plus du Nordstream 2 après le début de la guerre en Ukraine ? C'est exactement l'inverse. Ce n'était pas l'Allemagne, ce n'était pas après le début de la guerre et, comme je l'ai dit, ce sont les États-Unis qui ont directement interdit cela. Ce n'est pas parce que l'Allemagne ne voulait pas. Il s'agit du fait que les États-Unis ont imposé cela, qu'ils ont dit « Nous savons même comment l'empêcher si vous ne jouez pas le jeu ». Donc les États-Unis ont empêché ce Nordstream 2 avant le début de la guerre en Ukraine. Ce n'est évidemment pas ce qui est dit dans ces déclarations. Y a-t-il des gens qui disent cela correctement ou qui disent d'autres choses ? Oui, il y en a. Il y a un Suisse qui dit par exemple, je cite : « On sait depuis longtemps que les milices ukrainiennes commettent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. La Suisse ne les a pas condamnés. Actuellement, de nombreux crimes de guerre ukrainiens commencent à être dénoncés par des témoins occidentaux et des volontaires humanitaires. Leurs révélations sont censurées,

comme celle de Natalia Usmanova, censurée par « Reuters » et « Der Spiegel », qui dit que ce sont les milices ukrainiennes, et non les Russes, qui ont empêché les civils de passer par les couloirs humanitaires. Dans les faits, la Suisse soutient des pratiques interdites par les Conventions de Genève, dont elle est l'État dépositaire. [État qui assure le respect d'un traité international] » Je partage cet avis. Je pense qu'il n'en va pas autrement en Allemagne, où les autres crimes, c'est-à-dire les crimes de l'autre camp, c'est-à-dire de l'Ukraine, sont censurés et supprimés. Voici un exemple qu'on n'entend, qu'on ne lit ou qu'on ne voit nulle part chez nous dans les médias de masse :

« J'ai toujours été un grand humaniste et j'ai toujours dit que lorsqu'un homme est blessé, ce n'est plus un ennemi, mais un patient. Mais maintenant, j'ai donné des ordres très stricts pour que tous les hommes soient castrés, car ce sont des cafards, pas des hommes. Et je pense que tous les médecins qui ont sauvé les patients - des Russes - vont mourir. Mourir en grand nombre. Ceux qui viendront (ici) se souviendront de leur cauchemar sur le sol ukrainien, comme les Allemands se souviennent de Stalingrad. »

Donc en clair : "J'ai donné l'ordre que les soldats soient castrés, les prisonniers de guerre". Celui qui fait ça devrait en fait être dénoncé devant le monde entier. Celui qui ne se contente pas de commettre de tels crimes par erreur ou de quelque manière que ce soit, mais qui les veut systématiquement, qui incite à les faire ou, dans ce cas, qui les ordonne même, devrait naturellement être poursuivi. Et c'est pourquoi nous ne savons pas cela, ni en Allemagne, ni en Suisse, ni en Autriche, ni dans le reste du monde. Car alors, nous ne pourrions plus dire que les uns sont les bons, les autres les méchants, et c'est tout. Jacques Baud en a également parlé, (« Spiegel », « Reuters »). Je vais également le montrer brièvement : « Le magazine d'information allemand « Der Spiegel » a supprimé une vidéo dans laquelle on voit des civils évacués de l'usine d'Azovstal. La vidéo prétendait que l'armée ukrainienne ne les avait pas laissés partir. Sur son site Internet, « Der Spiegel » a publié une note indiquant que la vidéo présentait quelques incohérences. Il n'a pas précisé quels faits étaient erronés. Une clarification de la vidéo serait actuellement en cours. Écoutons ce qu'une femme avait dit dans la vidéo maintenant retirée à propos des civils dans l'usine métallurgique : « Je me demande pourquoi les gens étaient retenus dans la ville. Le maire a quitté la ville et les gens ont été enfermés dans un périmètre. L'armée ukrainienne était là et elle ne laissait pas partir les simples gens, les enfants, les personnes âgées, les malades. Pourquoi tout ça ? »

Le journaliste et auteur indépendant Thomas Röper estime que la suppression de l'enregistrement est hautement douteuse. Le problème est en effet que « Der Spiegel » a transmis la mauvaise information dans sa vidéo. Il a simplement cité ces paroles de la femme : « Ils ne nous ont pas laissés sortir ». Mais le lecteur du « Spiegel » a été informé pendant des semaines que ce sont les Russes qui ne laissent sortir personne de l'aciérie. C'est ce que le lecteur du « Spiegel » a fini par croire. J'ai trouvé la vidéo sur le web, je l'ai mise en lien et je l'ai également traduite. La femme a clairement dit que les combattants d'Azov ne l'avaient pas laissée sortir. Elle l'a répété plusieurs fois et elle a même dit à la fin : « L'Ukraine est morte pour moi en tant qu'État. » Le lecteur allemand ne devrait pas s'en rendre compte. Oui, nous avons en principe la censure en Occident. Ce qui ne plaît pas ne doit pas être montré. C'est un exemple très clair du fait que « Der Spiegel » ment intentionnellement. Ils auraient pu le rectifier. Ils auraient pu dire : « Oh, cette vidéo avec la déclaration suivante n'était pas correcte. La femme a dit le contraire. Elle a accusé les combattants Azov. Nous nous excusons pour cette erreur. Nous avons repris l'article de Reuters. » Voilà. Ils auraient pu le faire. Ils auraient même pu se tirer d'affaire. Mais les Allemands et les Occidentaux ne doivent pas connaître ces vérités. Et quand un mensonge aussi grossier est découvert, il est très vite effacé. Mais rien n'est expliqué. »

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec cette affirmation. Si je déforme quelque chose, ce n'est pas de la censure. La censure, c'est quand je coupe quelque chose, quand j'écourte quelque chose ou quand je ne diffuse pas du tout quelque chose et que je mets à la place le bulletin météo, ou je ne sais quoi, ou un match de foot. C'est de la censure. Mais si je construis le contraire, que je prétends d'abord et que je prouve ensuite le contraire en le coupant - entre guillemets -, alors non seulement je n'ai pas rapporté quelque chose, mais j'ai construit quelque chose d'autre, c'est-à-dire un mensonge. Et un mensonge n'est pas de la censure, un mensonge est, selon mon sentiment du droit - je ne suis pas juriste - une incitation à la haine. C'est donc un délit. Et maintenant, nous voulons regarder ici encore une fois très brièvement, c'est la même vidéo..., qui existe aussi sous une autre perspective. C'était juste la preuve qu'il y avait vraiment des journalistes et que "Der Spiegel" ne mentait pas, qu'il y avait vraiment cette femme qui avait dit ça. Ils ont juste coupé intentionnellement. Ensuite, il y a un autre exemple que je trouve beaucoup plus cruel, beaucoup plus grave, c'est le mensonge de Boutcha. Comment cela a-t-il été transmis dans nos médias ? Stupeur et dégoût. Telles ont été les réactions aux nouvelles et aux images de la ville ukrainienne de Boutcha. Les Etats-Unis ont annoncé qu'ils allaient rassembler des preuves de crimes de guerre et peut-être d'un génocide. Les premières images de Boutcha ont été fournies par le ministère ukrainien de la Défense, mais entre-temps, des journalistes indépendants, dont notre correspondante Katrin Eigendorf, se sont rendus eux-mêmes à Boutcha :  
« Et je peux moi aussi dire que mon impression sur place contredit très clairement l'affirmation du ministre russe des Affaires étrangères Lavrov selon laquelle il pourrait s'agir d'une mise en scène. C'est tout simplement un mensonge. »

Florian Pfaff : Eh bien, nous vivons à l'ère d'Internet et il est possible de le vérifier. Lavrov a menti ou il n'a pas menti ? Et il y a des gens qui disent que c'est vérifiable, il y a une vidéo du maire. Pas un Russe, un Ukrainien. Et celui-ci a dit : « Je donne un alibi aux Russes. Parce qu'ils sont tous partis, c'est-à-dire ailleurs, c'est un alibi. Mais s'ils sont ailleurs, ils ne peuvent pas avoir commis ces atrocités. » Alors j'ai dit : « Bon, je vais regarder la vidéo. » Oups ! Malheureusement, la vidéo n'est pas disponible parce que la chaîne YouTube a été résiliée. Eh bien, je ne parlerais pas de la vidéo si je ne l'avais pas enregistrée auparavant, sachant que ce genre de choses a toujours tendance à disparaître, et c'est pourquoi je peux vous la montrer maintenant.

Maire : « Bonjour mes amis, chère communauté de Bucha, le 31 mars restera dans l'histoire de notre localité et de toute la collectivité territoriale comme le jour de la libération de nos colonies d'"orques" russes, les occupants russes, par nos forces armées d'Ukraine. Je confirme aujourd'hui que... »

Voilà, je m'arrête là. La vidéo est un peu plus longue, mais je pense que tout le monde a vu que le maire - même s'il ne parle pas ukrainien maintenant - est très content, vive l'Ukraine, les Russes sont partis, tout est en ordre et surtout : On n'a pas vu un seul cadavre. La question est : N'aurait-il pas pu se trouver dans la rue voisine ? Alors je dis oui, mais c'était le maire, et quand le maire fait une interview comme ça, on lui dit : attention, mon pote, dans la rue voisine, il y a... « Der Spiegel » a dit « jonché de cadavres » – il y en a des centaines. Pourquoi n'en as-tu pas parlé ? Pour moi, c'est un alibi clair, si le maire n'est pas informé. Et s'il ne voit rien non plus, et si nous ne voyons rien sur la vidéo, et s'il y a une deuxième vidéo où l'armée ukrainienne passe aussi par Boutcha, aussi sans corps, alors c'est pour moi une preuve que ce maire dit la vérité, preuve avec laquelle j'irais devant n'importe quel tribunal. Il n'y avait pas de corps. Mais quatre jours après le retrait – pas le lendemain, où la vidéo a été faite -, quatre jours après le retrait, tout était jonché de cadavres. Nous voulons croire que « Der Spiegel » a pris les bonnes photos et n'a pas forcément falsifié toutes les photos. Mais

soudain, les Anglais disent : « Non, non, nous ne voulons pas porter cela devant l'ONU. » Par deux fois, ils ont refusé la demande des Russes d'enquêter immédiatement. Soudain, nos médias disent : « Non, non, maintenant nous ne voulons plus discuter du fait que c'est un crime grave de torturer et de tuer des gens. » D'autant plus qu'on voit aussi des gens avec des brassards blancs sur certaines photos. Ça veut dire qu'on peut expliquer que l'armée ukrainienne avait quelque chose contre la neutralité des gens. Et tout à coup, ce n'est plus un problème. Mais si je dis auparavant que ce sont les Russes, alors là encore, ce n'est pas seulement de la censure, c'est à nouveau de l'incitation à la haine. D'où la question : Nos médias n'apprennent-ils pas un jour qu'il est trop tard, que c'est fini, qu'il faut maintenant dire « Non, c'était malheureusement les Ukrainiens » ? Regardons ce qu'il en est aujourd'hui - ou il y a peu, en novembre aussi, c'est-à-dire ce mois-ci. Je cite le Wasserburger Zeitung. Mais c'était aussi dans le Miesbacher Merkur, donc ce n'est maintenant qu'un exemple de ce texte. Citation : « L'horreur à Boutcha n'est pas encore terminée. Peu d'endroits en Ukraine sont devenus autant le symbole de la brutalité de la guerre d'agression russe que la petite ville de Boutcha. Plus de six mois après le départ des occupants, les habitants reprennent leur vie quotidienne, mais on trouve encore des corps de civils tués. » Donc tellement de civils qu'on ne peut pas tous les découvrir. Et bien sûr, les méchants Russes sont à blâmer.

Il faut le répéter, le répéter, le répéter, le répéter. A un moment donné, quelqu'un dit : OK, maintenant je crois que c'était les Russes. Mais les journaux sont encore plus subtils. Si je vais voir le procureur avec ce truc et que je lui dis : Vous savez maintenant que c'était les Ukrainiens. Comment pouvez-vous dire que les méchants sont les Russes ? Alors le procureur dit : Je n'accepte pas votre demande pour incitation à la haine. Vous ne savez pas lire ? C'est écrit : Brutalité de la guerre d'agression russe. C'était la guerre. On n'a pas écrit « les Russes ». On nous fait croire que c'était les Russes. Bien sûr, on n'a plus le droit de l'écrire. Je trouve ça génial, donc ces gens ne sont pas complètement idiots. Mais c'est inquiétant qu'on procède de cette manière, qu'on répande la crainte et la peur de la Russie. Que ferait Franz Josef Strauß, un homme politique bavarois, s'il était encore en vie - Il ne l'est pas. Il est enterré près de chez moi, à Rott am Inn. - Que dirait-il de cela « Celui qui trouble les hommes, qui les plonge sans raison dans l'incertitude, l'agitation et la peur, poursuit l'œuvre du diable. » Je ne peux qu'être d'accord avec cela aussi, il faut dire la vérité. Ensuite, nous entendons comme excuse pourquoi on désavoue ou accuse les Russes de cette manière, peu importe. Nous entendons alors comme excuse, disons-le, ou comme argument, un prétendu argument : Eh bien, en Ukraine, les Russes ne menacent pas seulement l'Ukraine, ils menacent la démocratie et la liberté. Ensuite, j'ai regardé un truc qu'on m'a passé. Je ne l'ai pas trouvé moi-même, on me l'a envoyé. Il s'agit du classement des démocraties d'avant la guerre, dans lequel les États sont listés pour savoir s'il s'agit de démocraties, s'il y a vraiment de la démocratie et de la liberté. Regardons cela. En cinquième position, l'Allemagne avec une démocratie qui fonctionne. Maintenant nous arrivons à 25, là nous sommes à 50, Pérou, maintenant nous sommes à 75, ça s'amincit, Brésil. Et juste avant 100, nous voyons l'Ukraine comme étant un régime hybride, une place après le Myanmar, après le Myanmar. Les gens affirment que le Myanmar est une démocratie, qu'il y a de la liberté. Et c'est pourquoi nous devons défendre la démocratie et la liberté en Ukraine...

Ce qui est important pour moi, c'est que la Russie n'a aucune raison d'attaquer l'Ukraine. L'idée selon laquelle « ils n'ont pas de démocratie, alors faisons-en un meilleur système », c'est l'idéologie américaine. En Iran et ailleurs : Mossadegh est parti, Saddam Hussein et plus tard encore en Syrie. Ça a déjà été évoqué précédemment, je ne veux le mentionner ici que brièvement en raison du temps imparti. Nous sommes à peu près à la moitié de mon

exposé. Cela signifie donc qu'il n'est pas possible de justifier la situation : J'attaque un pays pour qu'il se porte mieux. Je ne peux le faire qu'avec l'ONU, avec une décision de l'ONU. Et je ne peux me défendre, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies, que si j'ai été moi-même agressé. Donc pour moi, la guerre d'agression de la Russie est une violation du droit international. Très clairement, je ne mâche pas mes mots. Mais on ne dit pas pourquoi les Russes mènent ou ont dû mener cette guerre, pourquoi ils y ont été poussés. J'y reviendrai dans un instant. Tout d'abord : Ce qui manque dans les médias, c'est un extrait d'une interview d'un général qui n'était pas n'importe qui, il était tout de même président du comité militaire de l'OTAN, le plus haut général de la Bundeswehr, c'est le général - à la retraite maintenant - Harald Kujat, « retraité » signifie « hors service ». On lui a demandé : « Comment voyez-vous les chances de paix ? » Et puis on a affirmé : « Jusqu'à présent, la Russie n'a en effet pas proposé la paix. » Il répond : « Du moins en public. Toutefois, dans son discours sur la mobilisation partielle, le président russe a souligné un point très important qui n'apparaît pas dans les traductions des médias allemands. Et plus précisément, Poutine a dit - il a souligné que c'était la première fois qu'il le faisait savoir en public - qu'il y avait déjà eu un accord entre l'Ukraine et la Russie début avril sur la fin des combats et une solution de paix. Cet accord prévoyait que la Russie se retire de tous les territoires conquis depuis le 24 février 2022, en échange de quoi l'Ukraine renonçait à adhérer à l'OTAN et recevait en échange des garanties de sécurité de la part de différents États. La guerre aurait ainsi pu être terminée dès le printemps ! Mais elle n'a pas pris fin parce qu'à ce moment-là, précisément le 9 avril, le Premier ministre britannique de l'époque, Boris Johnson, s'est rendu à Kiev et a fait en sorte que le président ukrainien Zelensky ne signe pas cet accord et rompe les discussions avec la Russie. »

Vous ne trouverez pas souvent ce genre de choses dans les médias, elles ne sont pas largement commentées. Mais ce que je voulais montrer, c'est que de tels rapports existent. Et je rappellerai tout à l'heure dans le prochain point que de tels rapports existent même à la télévision, pas seulement dans le petit journal, mais même à la télévision. Mais pour un tel reportage, il y en a environ 100 autres qui ne font que dénigrer. C'est à peu près la même chose qu'avec de nombreuses références - je ne veux pas m'y attarder maintenant. D'abord la vidéo.

NDR : « Un homme qui a de la tenue et des opinions qu'il exprime en ami de la culture du débat, même lorsqu'elles sont inconfortables. Klaus von Dohnanyi, vétéran du SPD, est l'invité du Sofa Rouge. Soyez les bienvenus. »

Klaus von Dohnanyi : « Je vous souhaite la bienvenue et vous remercie de votre invitation. »

NDR : « Lorsque vous avez terminé ce livre, vous n'avez pas cru possible que cela se produise. »

Klaus von Dohnanyi : « Si, j'ai expressément mis en garde dans le livre. J'ai dit que si l'Ukraine continuait à être poussée dans l'OTAN - et c'est la politique américaine, si cela se produisait, alors il pourrait y avoir une guerre aux frontières orientales de l'Europe, là où elle a lieu actuellement, c'est-à-dire aux frontières orientales en premier lieu, de l'Ukraine. C'est ce qu'ont écrit explicitement en 2019 des spécialistes américains, notamment l'actuel chef des services de renseignement du président Biden. Le président américain n'avait qu'à dire : « Président Poutine, maintenant que nous voyons que vous êtes apparemment sérieux, nous allons parler de l'avenir de l'Ukraine avec vous. » Ce qu'il avait expressément refusé de faire. Poutine avait écrit aux Américains en décembre 2021 : « Cette fois-ci, j'ai besoin de le savoir par écrit, je veux que vous me disiez par écrit comment nous voulons

traiter l'Ukraine à l'avenir. » Et en réponse, le président Biden a dit : « Nous ne négocierons pas du tout avec vous sur cette question. » Et lorsque cela s'est produit, il aurait vraiment fallu qu'il y ait une... une révolte du côté allemand et qu'on dise : Ce n'est pas possible. Car si cela mène vraiment à une guerre, comme vous l'avez dit vous-mêmes, vous les Américains, cela conduit naturellement aussi l'Allemagne au milieu de cette problématique. La thèse selon laquelle on est un connaisseur de Poutine, un connaisseur de Biden, un connaisseur de Chi ou un connaisseur de Macron, je pense que c'est une connerie. C'est ce que j'ai essayé de faire comprendre dans mon livre. A savoir que les États-Unis ont des intérêts très différents des nôtres et que nous devons malgré tout gérer avec eux. L'Occident devrait accepter, comme nous l'avons dit depuis longtemps, que nous voulons que l'Ukraine n'entre pas dans l'OTAN et que Poutine obtienne une garantie à cet effet, de sorte que des soldats américains ne patrouillent pas un jour à la frontière russe.

C'est en effet ce qui se passerait si l'Ukraine entière entrait dans l'OTAN. Et l'Occident devrait accepter que pour un président russe, avec les considérations de politique intérieure qu'il a forcément, il ne serait pas acceptable que des soldats américains patrouillent à la frontière entre l'est de l'Ukraine et la Russie. Je pense que l'Occident doit comprendre cela. Et cela fait partie de la compréhension des intérêts de l'autre partie, à savoir les intérêts de la Fédération de Russie et pas seulement de Poutine. Car l'actuel chef de la CIA, c'est-à-dire le chef des services secrets de Biden, a expressément dit qu'il n'avait rencontré personne en Russie, il a souligné qu'il n'avait rencontré personne qui ne partageait pas l'avis de Poutine sur cette question de l'Ukraine. Donc Moscou, Saint-Pétersbourg, etc. ont toujours regardé vers l'Ouest et maintenant nous les avons poussés du côté de la Chine, ce n'était pas très intelligent. La politique occidentale n'a pas vraiment été intelligente au cours des dernières décennies. La paix ne va pas de soi sur cette terre. Elle ne l'a jamais été et ne le sera malheureusement jamais.

Mais nous, en Europe, devrions veiller à ce que ça ne recommence pas en Europe. Je pense qu'il est essentiel que l'Europe, les Européens et les Allemands comprennent qu'actuellement, en matière de sécurité et de politique étrangère, ce n'est pas nous qui décidons, mais que c'est les États-Unis. Par le biais de l'OTAN et de leur influence en Europe, par exemple sur les pays d'Europe de l'Est et sur les pays baltes. Cela signifie qu'il est grand temps que l'Europe et l'Allemagne comprennent que les intérêts américains ne sont pas nos intérêts en Europe. Et si on regarde les choses objectivement, il est évident que nous sommes aujourd'hui beaucoup plus dépendants des États-Unis que nous ne le sommes de la Russie. La politique réaliste consiste à essayer de préserver ses propres valeurs. Rappeler des valeurs aux autres si c'est raisonnable, mais en sachant par ailleurs que tous les pays ne sont pas gouvernés comme on se gouverne soi-même, et il faut simplement en prendre conscience. Nous ne changerons ni la Chine ni la Russie par des sanctions. C'est une absurdité totale. Par les sanctions, nous poussons les Russes toujours plus loin aux côtés de la Chine. Mais ce n'est pas pour ça que nous allons changer du jour au lendemain la Russie, qui est gouvernée depuis des siècles de manière similaire ou différente, mais dans cette direction que nous critiquons aujourd'hui. C'est tout simplement stupide. »

NDR : « Mais ce que vous dites semble en fait toujours si logique et si évident. »

Klaus von Dohnanyi : « C'est vrai, j'espère... »

NDR : « Pourquoi, pourquoi les autres, ceux qui sont actuellement au pouvoir, ne

comprennent-ils pas ? »

Klaus von Dohnanyi : « Oui, c'est pourquoi je suis si reconnaissant de pouvoir en parler aussi ouvertement avec vous, parce que c'est vraiment le cas. Les gens doivent quand même comprendre cela. Il n'est pas possible que les Etats-Unis s'immiscent dans nos besoins en matière de sécurité - après tout, l'Ukraine est limitrophe de la Pologne. La Pologne fait partie de l'UE. Nous avons une frontière directe entre l'UE et la Russie, au-dessus de Kaliningrad. Ce n'est pas possible que nos intérêts soient les mêmes que ceux des États-Unis, qui sont séparés par l'Atlantique et qui sont à 6 000, 7 000, 8 000 kilomètres, je crois, de Kiev.

C'est pourtant simple - il faut bien se le mettre dans la tête à un moment donné. »

NDR : « Oui seulement la solution - je ne vois pas non plus la solution. Comment faire face aux Etats-Unis » ?

Klaus von Dohnanyi : « Il faut en parler ouvertement avec les Etats-Unis. Il ne faut pas se laisser bercer par l'idée que les Etats-Unis défendent notre sécurité. Ce n'est pas le cas. Ils défendent leurs propres intérêts en Europe également, et ils l'ont exprimé ouvertement. Et c'est pourquoi un débat ouvert doit avoir lieu de la part de l'Allemagne et de la France. Ce n'est pas un hasard que le ministre français des Finances ait déclaré il y a quelques années que l'Europe ou nous en Europe ne sommes plus que des vassaux, c'est-à-dire des dépendants tributaires des Etats-Unis. Et nous devons comprendre que nous devons changer cela par une discussion ouverte avec les États-Unis.

En Europe, nous avons besoin d'un peu plus de confiance en nous, d'un peu plus de caractère, d'un peu plus de droiture. Et tout cela doit être dit ouvertement. Je ne prétends pas que j'aie toujours raison avec mon livre. J'ai même explicitement dit que je pouvais aussi avoir tort, mais nous avons besoin du débat. Mais le fait que nous n'ayons plus du tout de débats à Berlin, je trouve cela affligeant et effrayant. »

Florian Pfaff : Oui, on ne peut qu'être d'accord avec cela et j'ai entendu les applaudissements.

Je voulais ainsi montrer que cette censure ne fonctionne pas à 100 %. Et Klaus von Dohnanyi était heureux de pouvoir le dire comme je suis aussi heureux de pouvoir le dire ici. Je voudrais maintenant ajouter une chose qu'il a évoquée. Il aurait suffi de respecter la promesse de ne pas étendre l'OTAN - il a dit ce que nous voulions depuis longtemps. Oui, nous ne l'avons pas seulement voulu, nous l'avons signé en Europe, par écrit, et cela est à nouveau tenu strictement secret dans les médias. Le service scientifique du Bundestag allemand a affirmé ou publié que cette promesse de ne pas étendre l'OTAN avait été faite oralement par Genscher et Baker lors de la réunification allemande. Cette déclaration est vraie et censurée, car il était exact, que cela avait été fait oralement par les deux à l'Union soviétique de l'époque. Et il est également vrai qu'elle a ensuite été consignée par écrit à Astana en 2010. Je ne cite pas tout le texte, mais seulement l'essentiel. Les États participants ont donc dit : « Chacun est libre de choisir n'importe quelle alliance » et ensuite, « eux, les États participants, ne consolideront pas leur sécurité au détriment de celle d'autres États. »

Ce n'est pas le cas si l'Ukraine s'allie avec les îles Fidji. Mais c'est le cas si l'OTAN doit s'approcher directement de la frontière russe. Et il a même été convenu de désarmer et de ne maintenir que les capacités compatibles avec les exigences de sécurité individuelles, collectives et légitimes. Si le traité écrit d'Astana n'avait pas été rompu, Poutine n'aurait pas

envahi le pays. Preuve : les Français et Mme Merkel en Allemagne ont refusé à l'époque que l'Ukraine devienne membre. On a alors attendu que la situation change et que Madame Merkel soit partie.

Et puis on a dit : « Voilà, maintenant nous allons l'imposer. » Je montrerai à la fin de l'exposé que c'était l'intention déclarée des États-Unis de déclencher cette guerre, et je demande aux personnes intéressées de préparer un stylo. Il y a en effet un expert qui le résume à l'essentiel.

Maintenant, les 20 dernières minutes... Et si je dis de telles choses, je délégitime l'État. Et je l'ai déjà fait dans mon livre. J'y ai déjà délégitimé l'État, parce que j'y ai raconté que l'armée allemande m'avait ordonné d'enfreindre les lois. Ils ont juste dit d'ignorer. Mais les ignorer consciemment, c'est les violer. Et j'ai dit que je ne les violerais pas, bien sûr. Je respecte tous les ordres que j'ai reçus. Et l'un d'eux est le suivant : Tu ne dois pas, cher Florian, participer à des guerres d'agression. Je ne suis donc pas parti à la guerre d'agression. D'ailleurs, « partir » signifierait que je serais resté assis sur ma chaise, à Bonn. Je l'aurais seulement soutenue indirectement. Je ne voulais pas non plus soutenir la guerre indirectement. Et par la suite... L'armée allemande a réagi de la manière suivante. La Bundeswehr m'a d'abord fait interner dans une clinique psychiatrique. Cela n'a servi à rien. Ils ont constaté que j'étais en parfaite santé. Ensuite, ils ont envoyé le procureur, puis ils m'ont dégradé devant le service des troupes - qui est un tribunal fédéral. Et comme ils n'étaient pas satisfaits de la dégradation, ils ont fait appel. Moi aussi, bien sûr. Ils ont dit que la dégradation ne servait à rien, parce que si on ne faisait que de me dégrader, je recommencerais. Et j'ai dit : "C'est vrai. Vous pouvez me dégrader, vous pouvez me maintenir dans mon grade, vous pouvez aussi me promouvoir, je le referai. Encore et encore. Et ensuite... Au fait, je suis sérieux au sujet de la promotion. On m'a proposé - Qu'est-ce que vous voulez encore devenir ? - plus ou moins. Nous avons un poste dans la coopération civilo-militaire. Je ne veux pas m'étendre. Je pense que j'ai le droit de raconter ça parce que ça m'a été fait. Si j'apprends qu'une femme matelot a été violée sur un bateau et jetée par-dessus bord, je n'ai pas le droit de le dire publiquement, car cela porterait préjudice à mon employeur. Mais si c'est à moi qu'on fait ça, j'ai le droit de le dire publiquement. Et je l'ai fait.

L'évolution de la situation a été la suivante et il faut le savoir. Cela a été porté devant le tribunal administratif fédéral, qui a dit, comme il l'a fait récemment dans l'affaire du Covid, que les restrictions de sortie bavaroises étaient illégales. Et ce que la Bundeswehr a fait avec le major est illégal et c'est pourquoi ils ne peuvent pas... ils ne peuvent pas lui donner une interdiction de promotion, ils doivent continuer à le promouvoir. Alors, qu'a fait la Bundeswehr ? Oui, bien sûr, que fait quelqu'un qui prédit déjà que vous devez enfreindre les lois. Il dit : Même le jugement, nous ne l'appliquerons pas. Ils l'ont mis par écrit, annexe B, page 20. Je ne peux que vous le recommander si vous trouvez ce livre dans une librairie. Et celui qui fait de telles choses et dit : « Je ne tiens pas compte du Parlement, qui fait les lois, je ne tiens pas compte de la justice », n'est évidemment pas un démocrate. Celui qui incite à la guerre d'agression en sachant qu'il s'agit d'une guerre d'agression n'est pas un général, c'est un grand criminel, c'est un malfaiteur. Je le dis publiquement, ces gens qui savaient qu'il s'agissait d'une guerre d'agression sont des criminels. Je dis clairement que tous les généraux ne sont pas pour autant des criminels. Car il y en a aussi qui n'ont pas regardé la télévision. La veille du début de la guerre, la télévision a dit : Si la guerre est déclenchée, il s'agit clairement d'une guerre d'agression contraire au droit international. Un général peut comprendre cela. Mais tous les généraux ne regardent pas la télévision et ne lisent pas les journaux. Ceux qui ne le savaient pas sont excusés. Mais maintenant, j'ai peut-être un peu, disons, confronté ces gens à la vérité. Et ça fait mal. Et là, il y a une protection de la

Constitution. Le rapport de la protection de la Constitution est le transparent que j'ai présenté ici. Et ils disent que nous devons maintenant nous occuper des « délégitimateurs ». Dans ce chapitre, il est question de délégitimation. Que sont les « délégitimateurs » ?

« Les acteurs de ce phénomène - écrivent-ils ici - visent à mettre de côté des principes constitutionnels essentiels ou à porter gravement atteinte au fonctionnement de l'État ou de ses institutions. Ils dénigrent les processus décisionnels démocratiques et les institutions des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, dénie publiquement leur légitimité et appellent à ignorer les ordres et les décisions des autorités ou des tribunaux. »

C'est exactement ce qu'a fait l'armée allemande, elle a dit « s'il vous plaît, ignorez les lois », je dis bien violez les lois. S'il vous plaît, n'appliquez pas le jugement, parce que nous ne sommes pas une démocratie, nous sommes une dictature. Ou quelle que soit la manière dont ils se sont justifiés. Dictature... démocratie et dictature, je ne saurais même pas comment le dire en allemand.

Bien. En tout cas, ce sont précisément ces personnes qui appellent à la violation de la loi fondamentale, à la violation des lois pénales. Et j'appelle, à respecter les lois, à les respecter et à pouvoir traiter publiquement de criminels les personnes qui font de telles choses. Je veux juste faire valoir mon droit à la liberté d'opinion. Quant à savoir s'ils sont des criminels, c'est à un tribunal d'en décider. En Allemagne, un tribunal n'en décidera jamais, car le procureur est lié par des instructions et c'est pourquoi il n'inculpera jamais aucun d'entre eux. Une telle décision judiciaire prendra donc encore un peu de temps. Je vais maintenant lire le dernier paragraphe.

« Sur ce narratif... » Voilà donc ce que je viens de dire. Transgressons toutes les lois, ignorons aussi la justice. « Sur la base de ce narratif, la résistance aux mesures et aux décisions de l'État est propagée et des appels à la violence, voire au meurtre dans certains cas, sont lancés. »

C'est là que le bât blesse : l'action de l'État. C'est bien sûr une absurdité totale. Un service de protection de la Constitution n'a pas pour mission de protéger l'État. C'est alors une sécurité d'État. Stasi, disait-on en RDA. Stasi, même le terme n'est pas correct. Car l'État, c'est nous tous. C'est une protection pure et simple du gouvernement, comme c'est normal dans les dictatures. Mais dans une démocratie, la dénonciation d'une grave injustice est légale et, à mes yeux, elle doit même être exigée. Donc, si ce passage n'est pas modifié, la protection de la Constitution s'inverse, passant de la protection de la Constitution à une « protection de la violation de la Constitution. »

Voici maintenant quelques brefs exemples :

« ... rendre impossible tout autre moyen, j'en ai parlé, il ne doit pas faire une deuxième guerre et il ne doit pas gagner cette guerre. Il doit disparaître. Et s'il n'est pas éliminé, et s'il n'est pas éliminé vivant pour ainsi dire, alors quelqu'un dans le système du pouvoir de Moscou doit prendre un pistolet et mettre fin à cette affaire. Prendre un pistolet et mettre fin à la situation. »

Il ne s'est bien sûr rien passé. Et chacun peut réfléchir lui-même à ce qui se passerait s'ils appelaient à assassiner Zelensky pour que l'Ukraine cède enfin. D'ailleurs, nous l'avons entendu auparavant, personne en Russie ne pense autrement. Le meurtre serait en outre inutile. Mais cela n'est pas commenté dans les médias.

Peut-être un autre exemple rapide, sur un meurtre de diplomate, comment on peut le commenter.

Par manque de temps, je ne passe pas en revue tout le texte. Je ne fais qu'en résumer le contenu. Cela signifie à peu près que cet article du « ZEIT » sur ce meurtre de diplomate sert à la paix dans les États qui s'étendent. L'Iran est donc en pleine expansion, il a tellement de

bases dans le monde. Les Etats-Unis n'ont aucune base dans le monde... Et l'Iran s'étend, c'est pourquoi le meurtre du diplomate est un acte pacifique. Ce serait un crime de s'en prendre à des sites culturels. C'est le sens de l'histoire. Et en bas, le pied de page, en gras, je le lis à nouveau. « Téhéran ne peut pas faire la paix au Proche-Orient. Seuls les Etats-Unis peuvent y arriver. »

Donc les Etats-Unis veulent la paix, et Téhéran, nous ne savons pas s'ils veulent la paix, mais ils ne peuvent en tout cas pas faire la paix. Ce genre de choses est bien sûr typique de nos médias. On pourrait citer de tels exemples pendant 24 heures.

J'omets le suivant, par manque de temps. C'était juste un beau lapsus sur la façon dont nous sortons de la démocratie.

Mais je veux encore montrer le présentateur du journal télévisé. C'est le présentateur d'une chaîne ukrainienne, à savoir la chaîne 24, et je cite : « Si on nous traite de nazis et de fascistes en Russie, je me permets de citer Adolf Eichmann. Il a dit que pour détruire une nation, il fallait tuer les enfants. Car si on ne tue que les adultes, les enfants grandiront et se vengeront. Si on tue les enfants, ils ne grandiront jamais et la nation disparaîtra. »

Il dit alors que les soldats n'ont pas le droit de le faire, qu'il y a une convention et tout. Mais lui, il a le droit. Je cite à nouveau : « Mais je ne suis pas un soldat. Et si l'occasion m'est donnée de me venger des Russes, je le ferai en respectant la doctrine Eichmann. Je ferai tout pour que ni vous ni vos enfants ne viviez jamais sur cette terre. »

C'est de l'amour du prochain à l'état pur, comme nous le connaissons, à peu près. Bon, c'est un peu de sarcasme. Pourquoi n'entendons-nous pas cela de la part des Russes ?

Les partisans de la paix sont-ils aussi unilatéraux au point de ne citer que ces Ukrainiens-là ? Peu importe qu'ils castront ou qu'ils disent, comme ici, qu'ils veulent tuer tous les Russes. Ou s'ils ont des listes noires sur lesquelles figurent des civils, y compris des parlementaires allemands. Pourquoi ne pas citer un Russe qui dit que les Ukrainiens doivent tous être castrés et que nous devons tuer tous les Ukrainiens et qu'en outre, nous avons ici une belle liste noire qui signifie la peine de mort. C'est simple, si quelqu'un me donne la liste, je la lis ici. Mais qui connaît de telles listes ? Je ne les connais pas, c'est pourquoi je ne me sens pas coupable de ne présenter ici qu'un seul côté et pas l'autre.

Le fait est que j'apporte ce qu'il y a à dire à ce sujet en termes d'immoralité. Et cela inclut, comme je l'ai dit, le fait que la guerre russe est une guerre d'agression. Car Poutine aurait dû dire au moins selon la situation juridique : Si vous violez Astana, si vous ne respectez pas Minsk II, ce sera la guerre ! Dans ce cas, Zelensky n'aurait peut-être pas attaqué le Donbass. Ce ne sont pas les habitants du Donbass qui ont attaqué Kiev. C'est Zelensky qui a attaqué le Donbass trois jours avant l'invasion russe.

Et cela, Zelensky ne l'aurait peut-être pas fait, nous ne le savons pas, s'il avait su qu'il y aurait alors cette guerre. Donc il faut... comme un policier, il ne peut pas dire : Je vais tirer d'abord. Il doit, lorsqu'il attrape un délinquant, dire « Stop, arrêtez-vous ou je tire ». Et s'il ne crie pas « Stop, arrêtez-vous ou je tire », ou s'il ne fait pas un tir de sommation, alors c'est illégal. C'est très simple. Il aurait donc fallu au moins qu'il y ait ces conditions, ce qui aurait peut-être changé la donne du point de vue du droit international. Comme il l'a fait, c'est illégal.

Mais Poutine avait ses raisons, comme je l'ai dit, un autre lien viendra bientôt où on pourra trouver cela. Pour expliquer, les journalistes peuvent être intimidés. Par exemple, se retrouver sur la liste d'observation de l'Office fédéral de protection de la Constitution.

Deuxièmement, je cite ce point : « Je pense qu'il est plus facile d'attirer les lecteurs en adoptant une attitude journalistique qu'en se contentant d'accumuler des faits. A mes yeux, ce n'est pas non plus du tout du journalisme (- c'est-à-dire l'accumulation de faits -). » Je

complète : mais l'ajout de..., ou l'évocation, la citation de mensonges. Bien sûr que c'est des conneries. Citer des faits, et justement des faits contradictoires, c'est du journalisme. Car la personne concernée peut alors décider qui elle croit. Est-ce que je crois davantage que les Russes étaient déjà partis, comme l'a dit le maire lui-même, ou est-ce que je crois que ce sont les Russes qui ont fait ça ? C'est à chacun de décider. Mais je dois d'abord connaître les deux côtés. Et c'est pourquoi la citation de faits, comme j'ai pu le faire ici aujourd'hui, et le fait que vous connaissiez maintenant tous ces faits - un public de millions de personnes, je me suis laissé dire, avec tous les clics en ligne, ensuite - c'est pourquoi c'est si salutaire, parce que nous ne sommes alors plus dupes de ces menteurs.

Et avant d'en venir à la diapositive... Avant de passer à la diapositive avec les liens, je voudrais citer quelqu'un qui a pu s'exprimer dans un journal suisse. [Insertion] Il s'agit de Patrick Lawrence, qui dit : « L'absence de reportage objectif et fidèle aux principes sur la guerre en Ukraine est une situation dépravée. La seule chose qui est encore pire, c'est la mesure dans laquelle cela est tout à fait acceptable pour la plupart des Américains. » Je ne peux qu'être d'accord avec ça, c'est aussi tout à fait acceptable pour la plupart des Allemands, qui en partie ne veulent pas le savoir. Ils savent que les médias leur mentent, mais ils ne veulent pas connaître la vérité. Nous avons donc déjà fait le premier pas. La population dit : « Les politiques doivent aussi mentir, sinon ils ne seront pas élus. » C'est la première étape. Le deuxième pas, et le plus important, c'est que la population dit : « Et c'est pourquoi je ne voterai plus pour eux, parce qu'ils mentent. » Il y a un parti qui ne ment pas. Je préfère ne pas le nommer ici, si mon écran apparaît ici en plein écran, je n'ai pas eu de chance, vous le savez bien. Cela signifie donc qu'il y a un parti qui dit que nous voulons transformer en politique et en pouvoir ce que les citoyens expriment, ce qu'ils font valoir, ce qu'ils ont comme soucis et comme besoins.

Et si vous voulez vous informer encore plus, oui, sur ce qu'il y a encore comme preuves, j'ai trois recommandations ici. L'une est deux liens. Le premier est celui de Daniele Ganser. C'est celui qui se trouve en haut : [www.danieleganser.ch](http://www.danieleganser.ch). Là, vous voyez une vidéo où j'ai prouvé toutes ces choses qui sont dans ce livre et quelques autres choses encore. Il suffit de descendre. C'était en janvier. Si on a cliqué sur vidéos, on descend jusqu'à l'ancien major sur les guerres d'agression. Et là, vous trouverez des preuves claires et nettes. Et la deuxième chose, c'est [www.darmstaedter-signal.de](http://www.darmstaedter-signal.de) avec un « ae » et un trait d'union. Et là, il faut faire défiler la page jusqu'à Nouvelles, et dans Nouvelles, on trouve deux fichiers audio, un fichier texte et deux fichiers audio. Et le premier fichier audio est celui du lieutenant-colonel à la retraite Jürgen Rose, qui a clairement et irréfutablement établi les faits, à savoir que cette guerre en Ukraine n'est une guerre des Russes que dans nos médias. En réalité, il s'agit d'une guerre de l'OTAN, avec des soldats ukrainiens, qui était prévue dès le début. Et comme je l'ai dit, on peut très bien l'entendre ici.

Et le dernier point, puisqu'il ne me reste que trois minutes. Je veux faire allusion très brièvement à quelqu'un ou vous montrer une intro de quelqu'un qui a une toute autre explication. Il ne dit pas que les gens ont peur de se faire attraper par le pouvoir, d'être surveillés par les services de protection de la Constitution, qu'ils n'obtiendront peut-être pas de contrat de journaliste ou autre. C'est différent. Ils pensent que s'ils sont particulièrement gentils et aimables, ils auront des avantages. Vous le connaissez peut-être, c'est le Dr. Udo Ulfkotte. Et je vais vous faire écouter ce qu'il a dit... Pour voir à quoi ressemble la vidéo, utilisez votre moteur de recherche - Dr. Udo Ulfkotte : Congrès sur la connaissance des limites 2015.

Udo Ulfkotte - Journalistes achetés

« Je suis très, très fier d'avoir un homme aussi courageux ici, bienvenue Udo Ulfkotte. Merci

beaucoup, bonne journée mesdames et messieurs, merci beaucoup. »  
Voilà, c'est juste pour vous montrer à quoi ressemble cette vidéo. Il y en a peut-être d'autres avec Mr Udo Ulfkotte. Il montre très bien comment il a collaboré avec les services secrets, comment ils ont mis les putes dans son lit en Afrique du Sud et comment ils l'ont soudoyé avec le matériel de plongée et bien plus encore.

Je ne peux pas aborder cela ici, même de manière adéquate, mais seulement dire à ceux que cela intéresse que de telles personnes se laissent peut-être aussi corrompre. Si vous pensez cela, vous pouvez aller voir dans cette direction. C'est presque tout, car je voudrais maintenant remercier très chaleureusement Ivo Sasek et lui remettre un livre dans lequel se trouvent les preuves. Il y a certainement une bibliothèque ici, où l'on peut aussi stocker ce genre de choses.

Ivo : Mais bien sûr

Florian Pfaff : Et merci à tous les spectateurs qui continuent de partager cela.

Ivo Sasek : « Merci beaucoup ! Florian Pfaff ! »

Florian Pfaff : « Pas besoin de me remercier. Avec plaisir. »

Ivo Sasek : « Merci beaucoup ! Oui, merci beaucoup. Wow. Lorsque nous nous sommes brièvement rencontrés et que je l'ai annoncé comme un héros de cette époque, il m'a simplement dit en passant : Ce n'est pas héroïque, c'était juste mon devoir. Mais je vais vous dire une chose. Ce que cet homme a fait, c'est se tenir debout face à la réalité, faire son devoir. C'est vraiment héroïque à notre époque, et ce pour chaque personne qui le fait, oui ! Pour chaque personne qui transmet aussi ces contributions, ce sont des actes héroïques aujourd'hui, vous comprenez. De nos jours, c'est héroïque, oui ! C'était Florian Pfaff, merci encore. J'ai quelque chose que vous n'avez pas, son livre. Mais je le prête à tous ceux qui veulent le lire. Je vais y jeter un coup d'œil avec plaisir. Page 100, il a dit et page 20 b, ce sont les références très directes. Bon, je te laisse à nouveau la parole, Frank. Merci d'avoir écouté. »

de P.F.

---

#### Sources:

---

---

#### Cela pourrait aussi vous intéresser:

---

---

#### Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](http://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: [www.kla.tv/abo-fr](http://www.kla.tv/abo-fr)

---

### Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!**

Cliquez ici: [www.kla.tv/vernetzung&lang=fr](http://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)

---

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.